



Problématique de la communication participative sur la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger

ZAKARI Aboubacar, *Maitre de conférences au département de sociologie-anthropologie à l'Université André Salifou de Zinder (Niger)*

AMANI Zabeirou, *Doctorant en Communication pour le développement à l'Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou (Burkina Faso)*

Régis Dimitri BALIMA, *Maître de conférences, Université Joseph KI-ZERBO*

Résumé

Dans le cadre de l'éducation, la communication joue un rôle de premier plan surtout dans les pays sous-développés comme le Niger. En effet, ce pays de l'Afrique de l'Ouest figure parmi ceux qui manifestent des problèmes de plusieurs ordres dans leur système éducatif. De ces problèmes, celui de la scolarisation des filles est le plus crucial. Au Niger, des milliers de parents refusent d'envoyer leurs filles à l'école surtout dans les milieux ruraux où la situation de la femme est un peu particulière. C'est cette situation qui a motivé le choix du thème de la recherche : « *La communication participative dans les campagnes pour la scolarisation des filles dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger* ». L'étude est menée sur quatre campagnes de communication sur la scolarisation des filles. L'objectif est Analyser la problématique de la communication participative sur la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger. Pour atteindre cet objectif, un échantillon de 285 répondants répartis dans 20 villages situés à la périphérie de la ville est constitué. Un questionnaire et quatre guides d'entretien ont permis de recueillir les différentes données auprès des personnes cibles.

En effet, le résultat de cette recherche souligne que les informations relatives à la scolarisation de la jeune fille ne sont pas suffisamment diffusées dans les zones périurbaines de la ville de Zinder. En fin, les messages conçus pour inciter à la scolarisation des jeunes filles ne sont pas du tout en phase avec les réalités du contexte des villages périurbains de la ville de Zinder.

Mots-clés : communication participative, scolarisation, jeune fille, genre, Niger

Introduction

L'éducation est la clé d'une vie meilleure pour tous les enfants, et le fondement de toute société forte – mais beaucoup trop d'enfants en sont encore exclus. Pour réaliser tous nos objectifs de développement, nous devons permettre à chaque enfant d'aller à l'école et d'apprendre. (Unicef, 2010)

Le développement harmonieux d'un pays repose sur les compétences de ses ressources humaines. Ces compétences sont fonction de l'efficacité de son système éducatif et du degré d'alphabétisation de la population. Sans scolarisation, pas de développement. En matière d'éducation, la scolarisation, le genre et le développement des compétences sont inséparables. (INS, 2012). C'est dans ce sens que la Banque Mondiale (1987) souligne que : « *seule l'éducation peut donner à un pays les compétences dont il a besoin pour construire durablement son économie et améliorer la qualité de vie de sa population* ».

Cependant, l'Afrique subsaharienne regroupe à elle seule plus du tiers des 113 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école et qui risquent de ne jamais y aller si des stratégies novatrices et urgentes ne sont pas définies et

appliquées. (Unicef, 2006). Selon le rapport (2013) sur les Objectifs Millénaires pour le Développement (OMD), 120 millions de jeunes sont analphabètes dans le monde, parmi lesquels 45 millions se trouvent en Afrique Subsaharienne.

Parmi les laissés pour compte de l'éducation scolaire figurent en premier lieu les femmes et les jeunes filles. Des enquêtes menées par Hartnett & HeneVeld (1993) et l'Unesco (1980) (cités par Diallo, 2001, p. 24) ont montré que les vingt pays les plus pauvres du monde présentent non seulement le taux d'alphabétisation le plus bas de la population féminine, mais aussi un faible taux de participation et de rétention des filles à l'école. Pour faire barrage à toute cette exclusion, des textes juridiques internationaux ont été adoptés par la plupart des pays du monde. Parmi ces derniers, on peut citer la Déclaration Universelle de Droit de l'Homme qui stipule que « *Toute personne a droit à l'éducation* » ; ce droit à l'égalité en matière d'éducation a été reconnu en 1948 en son article 26. Depuis l'adoption de la Déclaration, la communauté internationale a pris d'importants engagements en matière d'éducation en ce qui concerne la signification des droits égaux et de l'accès.

D'ores et déjà, sous l'égide de certaines organisations internationales comme l'Unesco, l'Unicef et la Banque Mondiale, des assises internationales ont réuni les pays du monde autour de la question de l'éducation en général et celui de l'éducation de la femme et de la jeune fille en particulier. C'est ainsi que la Conférence Mondiale de l'année internationale de la femme en 1975, à Mexico a souhaité voir entreprendre des études visant à mieux comprendre la déperdition des effectifs scolaires féminins. Également, la Conférence Mondiale sur l'Éducation pour tous, tenue à Jomtien en 1990, réitérent le besoin de donner aux filles des chances égales d'accès à tous les niveaux de l'éducation et d'éliminer les stéréotypes sur les rôles des hommes et des femmes dans la société. (Diallo, 2001, p. 18)

Trois ans plus tard, en 1993 s'est tenue la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Cette dernière a fait le constat selon lequel la fille fait l'objet de discrimination à divers stades de sa vie et dans son évolution.

Un rapport de l'Unicef de 2000 fait constater que sur treize millions d'enfants de six à onze ans qui ne sont pas scolarisés, 60% sont des filles et à 18 ans les filles ont reçu en moyenne 4,4 années d'éducation de moins que les garçons (Rapport cité par Bassémory, 2008, p. 22). Raison pour laquelle la communauté internationale s'était donnée rendez-vous une fois de plus en 2000 au forum mondial sur l'éducation à Dakar où les pays du monde s'étaient fixés comme objectif d'atteindre en 2015 une amélioration sensible de la situation de la fille et de la femme en matière d'éducation.

Kofi Annan affirme que :

Les études nous ont appris qu'aucun outil de développement n'est plus efficace que l'éducation des filles. Aucune autre politique n'a le potentiel d'augmenter la productivité économique, de faire reculer la mortalité des mères et des bébés, d'améliorer la nutrition et de promouvoir la santé - y compris la prévention du VIH/SIDA. Aucune autre politique ne réussit mieux à améliorer les chances de s'instruire de la prochaine génération. (Annan, 2003)

Tout comme dans les autres pays, au Niger, l'éducation est l'une des priorités inscrites dans l'agenda du gouvernement depuis les indépendances jusqu'à nos jours. (Le Démocrate du 1er Octobre 2007). En effet, elle est la seule voie à travers laquelle on peut façonner le type de citoyen de demain. Or, dans ce pays, beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école et parmi ces derniers la majorité est constituée des filles.

Aussi, les données de la Direction de la Statistique et les tendances observées dans les données PASEC (2014) relèvent que le Niger fait partie des pays où les inégalités d'accès et de rétention entre les filles et les garçons sont les plus fortes malgré les mesures de promotion de la parité.

Il fait partie des pays d'Afrique subsaharienne qui font face à d'importants problèmes au niveau de leur système éducatif, aussi bien en termes d'accès que de qualité. (PASEC, 2016, p15)

Toutes ces données montrent de manière évidente que le sous-développement de ce pays est intimement lié à son système éducatif qui accueille plus de garçons que des filles, pourtant plus nombreuses. Plusieurs raisons expliquent l'inégalité entre l'accès à l'éducation des filles et celui des garçons. Les plus importantes sont d'ordre socioéconomique et culturel. Selon le PASEC (op. Cite) :

Ainsi, s'ajoutant aux effets de la pauvreté, les pesanteurs socioculturelles agissent sur les mentalités et les comportements. Par exemple, dans la sphère familiale, ce sont principalement les femmes qui s'occupent des tâches domestiques/ménagères et de la vie de famille.

Autrement dit, dans les familles où les enfants sont nombreux, les filles sont mises à contribution pour aider à ces tâches et abandonnent tôt leur scolarisation si les conditions de maintien à l'école ne sont pas réunies. Cette

situation a interpellé la communauté internationale depuis fort longtemps, car l'éducation est un droit fondamental pour tout être humain.

La région de Zinder, plus que toute autre région, présente le nombre d'enfants scolarisables le plus élevé avec 145 453 enfants de 7 ans. Parmi ces derniers, seulement 96370 ont pu être inscrits en première années de l'école primaire soit 66,3%. (Op.cit.) Ce taux brut d'admission est très en deçà du taux national qui est de 78,1%. Le même rapport montre que la scolarisation des filles dans la région de Zinder est la plus faible avec un taux brut d'admission en première année du primaire de 65,5% contre 73,3% au plan national.

En effet, la déscolarisation est particulièrement plus marquée du passage de la 6ème à la 5ème et du passage de la 4ème à la 3ème. La première situation est expliquée par le manque de performance scolaire des jeunes filles et garçons et les lacunes accumulées au cours des années passées durant le cycle de Base I. Les manques de suivi personnalisé et de soutien accompagnés par un éloignement géographique des collèges (moins nombreux que les écoles primaires) permettent d'expliquer l'abandon dès le début du collège.

D'un autre côté, le mariage précoce constitue un autre problème de la scolarisation des filles au Niger. Avec près d'une fille sur 4 mariées avant l'âge de 15 ans parmi les moins de 19 ans et plus de 2 sur 3 mariées avant 18 ans parmi les moins de 24 ans, le Niger figure parmi les pays qui marient leurs filles les plus jeunes (EDSN-MICS, 2012). Plus inquiétant encore, ce taux record ne semble pas reculer, ou très peu, puisque l'âge médian des femmes à la première union n'a presque pas augmenté entre 2006 et 2012 (respectivement 15,7 ans et 16 ans pour les femmes âgées de 20 à 24 ans) (Unicef-Niger, 2016, p.5)

C'est ce constat qui a motivé cette étude pour explorer cette situation du point de vue communicationnel afin de contribuer à la compréhension de ce problème. Ainsi, afin de conduire la recherche, nous avons posé la question principale suivante :

Comment peut-on expliquer la problématique de la communication participative sur la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger ?

De manières spécifiques :

Quels sont les principaux acteurs de communication dans les campagnes de sensibilisation ?

Les informations relatives à la scolarisation des jeunes filles, sont-elles suffisamment diffusées dans les zones périurbaines ?

Les messages conçus pour inciter à la scolarisation des jeunes filles, sont-ils en phase avec les réalités du contexte des villages périurbains de la ville de Zinder ?

Quel est le changement observé chez les différentes cibles sur la scolarisation de la jeune fille ?

Après avoir posé les questions de départ, il s'avère nécessaire de dégager les objectifs de la recherche. Un objectif général et des objectifs spécifiques sont ainsi définis.

De manière générale :

Analyser la problématique de la communication participative sur la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger ;

De manières spécifiques :

Identifier les principaux acteurs de communication dans les campagnes de sensibilisation ;

Connaitre le niveau d'information de la population sur les campagnes de communication pour la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder ;

Connaitre le changement observé chez les différentes cibles sur la scolarisation de la jeune fille.

Comme hypothèses, on peut noter que les informations relatives à la scolarisation de la jeune fille ne sont pas suffisamment diffusées dans les zones périurbaines de la ville de Zinder. En fin, les messages conçus pour inciter à la scolarisation des jeunes filles ne sont pas du tout en phase avec les réalités du contexte des villages périurbains de la ville de Zinder.

Par ailleurs, Par ailleurs, dans le cadre de cette recherche, nous avons inspiré de deux théories à savoir : la théorie de la communication participative et la théorie de la « piqure hypodermique » de LASSWELL. En effet, un des objectifs de cette étude consiste à évaluer le degré de participation de la communauté concernée dans le processus de la mise en œuvre des différentes campagnes de communication sur la scolarisation de la jeune fille qui leur

sont destinées. Pour ce faire, cette théorie de la communication participative semble la mieux indiquée pour mieux faire ressortir les forces et les faiblesses de ces campagnes afin d'élucider les causes communicationnelles qui participent à la situation actuelle de la scolarisation de la jeune fille dans cette partie de Zinder. Il est alors question d'étudier la participation de cette population au diagnostic, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces campagnes. S'agissant de la seconde théorie permet d'analyser tous les acteurs qui ont participé à la transmission des messages des campagnes (les ONG, les femmes modèles, les animateurs, les Scofi...), les messages transmis par ces acteurs, les cibles (la population des villages périurbains), les canaux de communication (les masses médias, les affiches) et de comprendre l'effet de cette campagne sur la population des villages périurbains.

1. Approche Méthodologique

La méthodologie ci-dessus exposée nécessite des approches et des techniques appropriées pour mener à bon port ce travail de recherche. C'est ainsi qu'un certain nombre de méthodes ont été convoquées ; il s'agit de la méthode quantitative, la méthode qualitative. Les deux (2) méthodes sont mixées et permettent de faire le tour des variables et des indicateurs identifiés dans la partie théorique de cette recherche. En effet, Pour mieux atteindre l'objectif sur le niveau d'information de la population, l'étude privilégie la méthode quantitative parce qu'elle s'avère être la plus appropriée pour répondre aux objectifs de la recherche sur la scolarisation de la jeune fille.

Dans le cadre de cette étude, la population rurale de la Ville de Zinder constitue le groupe cible. En 2020, elle compte 116 594 habitants alors qu'elle n'était composée que de 87330 habitants en 2012. La population des villages périurbains de la Ville constitue 27,04% de la population.

Ce travail de recherche concerne la population des deux sexes âgés de 15 à 70 ans. Etant donné que l'âge scolaire minimum au Niger est de 15 ans, il est considéré que ces enfants sont autant concernés que les parents. L'âge des concernés est limité à 70 ans en partant du postulat que les populations de cet intervalle sont les plus à même de fournir les informations les plus crédibles pour la recherche.

La population (de 15 à 70 ans) des chacun des cinq (5) arrondissements a été tirée des chiffres de l'INS-Zinder pour l'année 2020. Pour avoir la population périurbaine correspondante, il est appliqué le pourcentage pour chacun des arrondissements communaux. Ainsi, il est décliné la population rurale de 15 à 70 ans qui constitue la population d'étude pour chacun des arrondissements. Sur la base de cette dernière, il est appliqué le pourcentage des hommes et celui des femmes pour avoir la population féminine et masculine de cette tranche d'âge pour tous les cinq arrondissements. On constate que la population de l'arrondissement 5 est essentiellement rurale. En somme, l'échantillon est composé de 285 répondants dont 139 hommes et 146 femmes ; parmi ces derniers il y a 19 jeunes dont 10 filles.

Ainsi, la principale technique utilisée a été celle de boule de neige. Cette technique a été utilisée pour retrouver les parents d'élèves, les chefs de ménages qui sont des personnes susceptibles de fournir les informations sur le sujet de recherche. Cette technique est très efficace en milieu rural et permet de retrouver rapidement les informateurs-clés.

2. Résultat et discussions

2.1. Analyse du niveau d'information des répondants sur les campagnes de communication

Pour mesurer le niveau d'information de la population sur ces campagnes de communication il est important de convoquer la théorie de la piqure hypodermique de Lasswell et dans une certaine mesure la théorie de R. Jacobson. Tout d'abord, cette analyse va porter sur les acteurs de cette communication, ensuite sur les messages transmis et enfin sur les différentes cibles de la campagne. D'un autre côté, le changement opéré sur cette population.

2.1.1. Les principaux acteurs de communication dans les campagnes

Les acteurs des campagnes de communication sur la scolarisation des filles regroupent tous ceux qui ont formulé et transmis des messages lors de ses campagnes de communication. Au sujet de ces derniers, Lasswell pose la question « *qui parle ?* ». En termes de recherche, connaître le profil de celui qui est à l'initiative du message est une condition sine qua non pour comprendre l'acte de la communication. Dans le cadre de ce travail, dans l'impossibilité de cerner tous les contours de leur personnalité, il est question de les étudier sur l'unique aspect de leur qualification. L'analyse de la correspondance entre la qualification de ces acteurs et le travail de communicateur qu'ils ont en charge permet de juger la qualité des prestations communicationnelles.

2.I.1.1. Les professionnels des médias

Les professionnels des médias ont joué un rôle important dans les différentes campagnes. Ils sont les principaux animateurs des débats télévisés et radiophoniques, des interviews, des émissions et des communiqués. Leurs voix sont familières aux auditeurs des chaînes Radios. Ils sont les principaux partenaires des ONG qui œuvrent dans le cadre de la scolarisation des filles. On dénombre plus d'une vingtaine dans les différentes stations radios et télé de la ville de Zinder.

Cependant, presque la totalité de ces animateurs n'ont aucune formation en communication. Pire, peu sont ceux qui ont un niveau secondaire de l'enseignement général. Parmi les cinq (5) interviewés de cette catégorie, deux sont allés au secondaire, mais n'ont pas le brevet, les deux autres ont juste le certificat d'étude primaire et le dernier a le brevet de fin d'études secondaires premier cycle. Au regard de leurs profils, il serait peu probable qu'ils maîtrisent certains concepts liés à la question du genre et à la scolarisation des filles.

En outre, parlant de la formation en technique de communication et genre, parmi les interviewés un seul a affirmé avoir reçu une formation de quelques jours financée par l'Unicef :

J'ai quitté l'école en classe de quatrième. Je venais de temps en temps à la radio Anfani pour voir un ami et je me suis tout de suite intéressé à ce travail. Ça n'a pas été facile au départ, mais au fil du temps j'arrive à m'accrocher. En 2015, en prélude à une campagne de sensibilisation sur la scolarisation des filles, mon patron m'a envoyé suivre une formation en techniques d'animation. Après cette formation nous avons sillonné plusieurs villages où nous avons animé des débats publics, des débats radiophoniques, des séances de sensibilisation sur la scolarisation des filles. Les villageois étaient intéressés, ils participaient activement en donnant leur avis favorable mais, après la situation reste toujours inchangée. Ils refusent de maintenir leurs filles à l'école. (Entretien 2021).

Ces propos montrent que ceux qui assurent la communication dans les médias ne sont en réalité que des bénévoles sans formation initiale. Ils abordent les thématiques de la scolarisation des filles sans avoir une connaissance profonde du problème. La représentante du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) à Zinder affirme que :

Parmi tous les animateurs des radios privées de la région de Zinder, à peine trois ont leur carte professionnelle. Raison pour laquelle nous relevons presque chaque jour des fautes déontologiques et des écarts commis par ces journalistes de fait. (Entretien 2021).

Au regard de ce qui précède, on peut conclure que les animateurs des médias sur lesquels s'appuient les campagnes de communication sur la scolarisation des filles n'ont pas les compétences professionnelles requises pour jouer ce rôle. Cependant, selon la théorie de Jakobson les animateurs relèvent de la première instance du « rôle » de l'émetteur ; ils ne seraient responsables que de la production concrète du message, mais non de son contenu. Ils sont des émetteurs « mécaniques » qui sont seulement chargés de la diffusion des messages élaborés par d'autres.

2. 1.1.2. Les animateurs des ONG

Un animateur est « un agent de développement qui intervient dans les milieux urbains et ruraux. Il a un rôle éducatif et promotionnel des groupes et des individus. Il est le conseiller technique des associations et des autorités locales » (Hama, 1992). En tant qu'agent de développement et conseiller technique de la population, l'animateur doit avoir une formation professionnelle au préalable pour assumer son rôle.

2. 1.1.3. Les Scofi

C'est le nom attribué aux agents qui ont en charge la question de la scolarisation des filles dans l'administration scolaire nigérienne. Leur rôle a été défini par la stratégie nationale pour l'accélération de la scolarisation des filles (SNASF). Le plus souvent, ce sont des enseignantes qui ont plus de 20 ans de carrière (5 des 7 interviewées ont plus de 45 ans). Elles sont nommées et placées dans les inspections et directions de l'enseignement par les responsables locaux de l'administration scolaire. Elles s'occupent de la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat à travers des sensibilisations périodiques dans leurs zones d'intervention. Elles travaillent en commun accord avec les ONG et organismes œuvrant dans le cadre de la scolarisation des filles.

Cependant, ces Scofi sont confrontées à d'énormes défis. Tout d'abord, la plupart d'entre elles ne connaissent pas le milieu périurbain et ses réalités. Ce sont des femmes qui ont toujours servi en ville. Cela se comprend à travers les propos de la Scofi de l'inspection Zinder 4 qui disait en ces termes :

Je suis née à Niamey. J'ai commencé à enseigner là-bas. Mon mari a été affecté à Tahoua puis à Maradi et enfin ici à Zinder. Je suis Zarma. Je me débrouille un peu en Haoussa. Les gens rient quand je parle (rire). (Entretien 2021).

Les propos de cette dame montrent bien toutes les difficultés auxquelles elle fait face pour assurer son travail. En effet, ne maîtrisant pas la langue du terroir, il serait difficile pour elle d'animer des séances de sensibilisation et des débats dans les villages. En plus, ces agents ne sont pas formés sur les techniques de communication même si par ailleurs quelques-unes d'entre elles ont assisté à des ateliers de formation sur la thématique de la scolarisation des filles. Enfin, les SCOFI sont limités dans leurs activités faute des moyens matériels et financiers. La SCOFI de l'inspection Zinder 7 nous confirme cette situation en ces termes :

Je ne suis jamais sortie dans les villages périurbains pour la sensibilisation parce que l'inspection ne dispose pas de véhicule et je n'ai pas non plus une moto à ma disposition. En plus, il n'y a pas un fonds alloué à la sensibilisation. Nous profitons seulement des rencontres périodiques avec les CGDES pour leur passer les messages de sensibilisation à transmettre à la population dans la restitution des rencontres. Ce sont seulement les projets et leurs agents qui vont sur le terrain. Ils ne nous associent que très rarement. (Entretien 2021).

2.1.1.4. Les relais communautaires

En somme, le relais est une personne (un homme ou une femme) choisie par sa communauté, qui accepte de consacrer une partie de son temps aux activités d'intérêt collectif (Ruebush, Weller, Klein, 1994). Il joue le rôle d'intermédiaire entre les communautés villageoises et les soignants, mais aussi les Organisations non gouvernementales pour la mise en œuvre d'activités sanitaires décentralisées. Habituellement, il est distingué de l'agent de santé communautaire dans la mesure où il est chargé de la sensibilisation et de l'information communautaires. C'est sur ce dernier point qu'il est spécifiquement sollicité dans le cadre des campagnes de communication.

Les relais communautaires rencontrés dans cette étude sont effectivement natifs des villages visités. Ils sont pour la plupart les relais de toutes les structures (ONG, Etat, campagne, santé...). Ce sont toujours les mêmes qui s'occupent de toutes les activités du développement de leur villages. Cela ne va pas sans conflit d'intérêt comme c'est le cas à Bangiya où une femme relais nous a exprimé son cri de cœur :

Je suis relais communautaire depuis plus de 10 ans dans ce village. Au paravent, on m'impliquait dans toutes les activités qu'il s'agisse de la distribution des kits de santé ou des médicaments, des formations, de la polio, mais depuis que le chef du village avait mis sa belle-fille dans les activités, je suis oubliée. Pourtant je sais faire mon travail. (Entretien 2021)

2.2. Analyse des messages transmis lors des campagnes

Les messages transmis par les différentes campagnes sont les mêmes. Il s'agit de sensibiliser la population sur la scolarisation et la situation des filles en milieu rural. Cependant, leur formulation diffère d'une campagne à une autre. L'un dans l'autre, l'analyse de ces messages permet de comprendre leur pertinence ; c'est effectivement cette pertinence qui va faciliter leur compréhension et leur mise en pratique par les cibles.

2.2.1. Analyse du contenu des messages sur la scolarisation des filles

2.2.1.1. Analyse du contenu du message d'une femme-modèle

Dans le cadre de la campagne « *Back to school* », l'ONG Save the Children International, avait organisé une caravane de sensibilisation sur la scolarisation des filles dans les villages périurbains de l'arrondissement communal IV de la ville de Zinder. C'est ainsi que certaines femmes modèles de ces localités ont été associées pour mieux sensibiliser les populations de ces villages qui développent des préjugés défavorables envers l'école des filles. C'est lors de ces sorties que l'une d'entre elle avait livré ce message.

Les gens du village de Madattaye que la paix de Dieu soit avec vous. Je m'appelle Nana Hoaua Ado. Je suis née au village de Ruwan Gao. Beaucoup d'entre vous connaissent mes parents. Les filles, mes sœurs, je suis née au village comme vous. On m'a inscrite à l'école. J'ai rencontré pas mal de problèmes. Mais mes parents ont cru en moi et moi j'ai cru dans mes études. J'ai gravi les marches et Dieu merci aujourd'hui voilà les résultats. Je suis enseignante, je suis mariée et j'ai des enfants. Chaque mois j'aide mes parents autant que faire se peut. Alors pourquoi pas vous les filles ? Les femmes, il faut fournir un effort, vous aussi les hommes, il faut fournir d'effort. Les filles-là, il faut fournir l'effort de les inscrire à l'école. Qu'elles trouvent le savoir comme tout le monde. Vous avez entendu maintenant partout on dit que s'il n'y a pas les femmes on ne pourra rien faire. Tant qu'il n'y a pas les femmes on ne peut rien

faire. Eh bien pourquoi ne nous engageons-nous pas à leur donner le savoir. La femme c'est elle la maman à la maison, c'est elle qui s'occupe de tout, qui s'occupe de la santé du foyer, la santé des hommes, la santé des femmes, tous. Si c'est partir au dispensaire c'est toujours elle. Alors pourquoi nous refusons de lui offrir le savoir qu'elle mérite. Vraiment, il est nécessaire que nous nous levions pour nous engager pour la cause de l'école. Ce qui est de notre devoir pour l'école de le faire. Tout celui qui est là, c'est pour la cause de l'école qu'il est là ; l'école le concerne. Fournissons un effort, fournissons un effort de faire à l'école ce qu'elle mérite au nom de Dieu ! » Message d'une femme modèle lors d'une assemblée de sensibilisation dans l'Arrondissement communal 4 de Zinder. Message (en Haoussa, traduit en français)

2.2.1.2. L'analyse thématique du message

Trois thèmes sont distincts dans ce message. La scolarisation de la jeune fille à travers l'inscription, la place de la femme dans la société et l'engagement de tous pour l'école.

2.2.1.3. Le thème de la scolarisation de la jeune fille.

C'est l'un des thèmes centraux de la campagne « *back to school* ». Dans ce texte, les phrases suivantes soulignent cette question.

Les femmes, il faut fournir un effort, vous aussi les hommes, il faut fournir d'effort. Les filles-là, il faut fournir l'effort de les inscrire à l'école. Qu'elles trouvent le savoir comme tout le monde. (Extrait du message)

On relève dans ce passage un rappel à l'ordre des parents d'inscrire les filles à l'école. Une manière de dire que l'école des filles est une obligation sociale, mais également que c'est une affaire de tous. L'expression « *qu'elle trouve le savoir comme tout le monde* » sous-entend que tout le monde a eu la chance d'aller à l'école et d'acquérir le savoir sauf les jeunes filles. Elle fait référence ici aux hommes et plus particulièrement les jeunes garçons. Ces derniers fréquentent assez souvent l'école au détriment des filles qui sont toujours lésées par des considérations socioculturelles. Ce message est donc un appel à la parité dans la scolarisation des enfants. Elle rappelle aux parents le droit de la jeune fille à aller à l'école comme le jeune garçon. Le savoir n'est pas seulement l'apanage des garçons c'est aussi celui des filles.

2.2.1.4. La place de la femme dans la société

Cette femme-modèle a souligné au passage les rôles cardinaux de la femme dans la vie de tous les jours. Ces rôles sont déclinés dans ce passage :

Vous avez entendu maintenant partout on dit que s'il n'y a pas les femmes on ne pourra rien faire. Tant qu'il n'y a pas les femmes on ne peut rien faire. Eh bien pourquoi ne nous engageons-nous pas à leur donner le savoir. La femme c'est elle la maman à la maison, c'est elle qui s'occupe de tout, qui s'occupe de la santé du foyer, la santé des hommes, la santé des femmes, tous. Si c'est partir au dispensaire c'est toujours elle. (Extrait du message)

2.3. Le changement de comportement observé chez les différentes cibles

Selon la théorie développée par Maisonneuve, le changement de comportement passe par cinq étapes qui sont l'éveil, l'intérêt, l'évaluation, l'essai et l'adoption. En ce qui concerne l'éveil, il est relevé précédemment que 100% des participants sont informés sur les campagnes et 94% ont compris les messages. A ce stade, il est question d'analyser l'intérêt visé par la population sur cette scolarisation des filles.

2.3.1. L'intérêt de la population dans la scolarisation des filles

Ce point concerne les répondants qui ont répondu positivement sur la mise en œuvre du message. En effet, pour voir les raisons qui ont poussé ces gens à mettre le message en œuvre il est important de pousser les recherches. Quatre intérêts sont proposés aux répondants. Il s'agit du droit de la jeune fille, de sa réussite, de l'intérêt matériel du parent dans l'avenir et de l'intérêt que la fille sache seulement lire et écrire. Les deux derniers points expriment un manque d'intérêt de la part du parent. L'analyse de ce tableau permet de situer la population dans le processus du changement de comportement.

Tableau 1: Analyse de l'intérêt visé par la population

INTERET VISE	Nb. cit.	Fréq.
pour la mettre dans son droit	24	13,0%
pour qu'elle réussisse dans sa vie	66	35,7%
pour m'aider dans l'avenir	24	13,0%
pour qu'elle sache lire et écrire seulement	67	36,2%
parce que j'ai vu les autres faire	2	1,1%
parce que je n'ai pas le choix	2	1,1%
TOTAL CIT.	185	100%

Source : Enquête terrain 2021

Ces résultats montrent que 36,2% des répondants n'inscrivent leur fille à l'école que pour qu'elle sache lire et écrire seulement. Cette réponse est inspirée du message de la femme modèle (corpus 1) où l'accent est plutôt mis sur l'inscription des filles à l'école sans faire allusion à son maintien. C'est ce comportement qui fait que beaucoup de filles abandonnent le banc de l'école. En réalité, c'est le poids de la culture qui pèse encore sur la conscience de cette population. Une culture qui trace les limites de la femme de manière stricte : « *la place de la femme est au foyer et au champ* ». (Conte populaire Africain). Toute idée allant dans le sens de briser ces limites est combattue de manière tacite (Maisonneuve, 2003). Les croyances et opinions sont importantes à considérer, car elles influencent les attitudes qui guident ensuite les comportements (Becker et Félonneau, 2009). Dans la même logique, dans une étude sur le Burkina Faso, Gérard (1998) souligne que les femmes sont considérées comme des biens matrimoniaux, gages de la reproduction biologique et sociale, de la parenté au point où leur émancipation en dehors du cadre lignager et des réseaux d'alliance menacerait l'équilibre social. C'est donc pour cette raison qu'elles sont tenues à l'écart des domaines masculins, notamment ceux du savoir et du pouvoir, propices à une telle émancipation.

Dans le même ordre d'idée le chef du village de Mandara affirme :

Vous savez, le problème de la scolarisation des filles n'est pas lié au manque d'information. Les gens sont bien informés. Le problème est lié à la mentalité de la population. Dans la tête des gens une fille est faite pour être mariée. Celui qui laisse sa fille jusqu'à un certain âge sans la marier est pointé du doigt dans le village. Il devient la risée de tout le monde. Et comme il y a encore des croyances chez nous, le père ou la mère pense qu'à force d'être dans la bouche des mauvaises gens, un malheur va arriver à la fille. Et le malheur dont on parle ici c'est la grossesse hors mariage. C'est la plus grande honte qu'une famille peut essayer. Voilà pourquoi, dès la fin du cycle primaire les filles elles-mêmes, sous l'influence des parents et surtout de sa mère, abandonne l'école. Voilà le problème. (Entretien, 2021).

Implicitement, on comprend que certains groupes acceptent certains aspects des messages des campagnes et rejettent le reste. Ils n'accordent d'importance qu'à ce qui est conforme à leur culture et leur idéologie. Cette dernière s'articule autour de certains principes selon lesquels la femme reste à la maison et l'homme va chercher à manger. Ce dernier a toute la latitude de s'informer alors que la femme ne doit pas tout connaître. Musset disait : « *Il n'est pas normal et pour beaucoup de causes qu'une femme étudie et sache tant de choses* ». Dans beaucoup de société le savoir est le domaine de l'homme. Une femme qui sait plus que lire et écrire devient difficile à gérer pour un homme. Cette attitude est une sorte de refus de l'école pour les filles car pour ces répondants l'école finit en fin de cycle primaire.

2.3.2. Le refus de l'école

Dans le cadre de cette étude, certains parents ont affiché une sorte de refus implicite par rapport au maintien des filles à l'école. Ils ont avancé plusieurs raisons qui les laissent dubitatifs sur ce sujet.

Tableau 2: Analyse des raisons du refus de l'école des filles

RAISON DU REFUS AU MAINTIEN	Nb. cit.	Fréq.
les parents ont peur de la grossesse	14	4,9%
les parents ont peur des viols	6	2,1%
les parents préfèrent marier leur fille	16	5,6%
l'éloignement des écoles secondaires	0	0,0%
la pauvreté des parents	8	2,8%
problèmes liés aux enseignants	10	3,5%
problèmes liés à l'offre	1	0,4%
les travaux domestiques	7	2,5%
les petits commerces	2	0,7%
insuffisance travail des filles	7	2,5%
TOTAL OBS.	285	

Source : enquête terrain 2021

La plus grande raison qui empêche les parents à maintenir leurs filles à l'école est le mariage. Ils préfèrent la donner très jeune en mariage que de la laisser terminer ses études. Dans la région de Zinder, le mariage est tellement sacré que des fonctionnaires marient leurs filles en cours de scolarité. Cette société ne tolère pas les écarts des jeunes filles. L'honneur de la famille repose sur leurs épaules. Dans la tête des parents, laisser une fille de 17 ans à l'école c'est l'exposer à la perversion. Ils se soucient plus de leur honneur que de l'honneur de la fille qui se trouve sans nul doute dans ses études.

Les hommes sont plus virulents dans ce sens que les femmes (20,6%). Traditionnellement, c'est l'homme qui donne sa fille en mariage ; même si par ailleurs, la fille est toujours de mèche avec sa mère. Si cette dernière n'est pas favorable à l'école, quel que soit l'effort que le père va fournir pour la maintenir, la fille va faire en sorte d'échouer. C'est dans cette optique qu'on relève 2,5% dans la modalité « *Insuffisance de travail des filles* ». Ces données sont des preuves que parfois le refus ne vient pas seulement des parents. Quelques fois ce sont elles-mêmes les filles qui ne veulent pas de l'école. Elles préfèrent se marier comme leurs amies déjà mère au foyer. A ce niveau, un profond travail de communication s'impose pour faire comprendre aux filles l'importance des études pour leur avenir.

D'autre part, on relève un nombre important de citation dans les modalités grossesse et viol. C'est un problème qui préoccupe tant les parents que les autorités religieuses, coutumières et administratives. En effet, les collèges sont situés en ville ou dans un autre village. Les collégiens des villages environnants font des kilomètres pour s'y rendre chaque matin. Sur la route, il arrive que des violeurs s'y postent et commettent leurs forfaits sur les jeunes filles. Selon la responsable SCOFI de la DRESS de Zinder :

17 cas de viol ont été enregistrés entre janvier et avril 2021 dans les villages périurbains de la ville de Zinder. Ce chiffre est largement en deçà de la réalité puisque le plus souvent les parents et les filles ne déclarent pas les faits pour ne pas attirer la honte sur la famille. Ce qui inquiète, chaque cas de viol impacte négativement sur la scolarité de la victime et même de toutes ses amies d'école. (Entretien, 2021)

Cette réalité décourage à plus d'un titre les parents à envoyer leurs filles loin d'eux pour poursuivre leurs études.

En outre, le problème lié aux enseignants a été également cité. Dans les établissements secondaires, certains enseignants de moralité douteuse harcèlent les jeunes filles. Certains attribuent des « *notes sexuellement transmissibles* », tandis que d'autres exigent un droit de cuissage pour faire passer les filles en classes supérieures. Toutes ces pratiques immorales découragent les filles et les parents à continuer les études.

Enfin, les travaux domestiques et la pauvreté des parents constituent des raisons non négligeables qui freinent la scolarisation des filles en milieu rural. Le Niger est un pays où la majeure partie de la population vit sous le seuil de la pauvreté selon la Banque Mondiale. Les parents n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Les filles vont à l'école sans rien manger. Leur performance intellectuelle est tellement limitée qu'elles abandonnent l'école avec

la complicité des parents. Les raisons pour rompre la scolarité des filles sont nombreuses et quotidiennes. Un marabout disait :

Si une fille étudie, elle aura les yeux ouverts, elle sera indépendante, elle n'aura plus honte et aura la tête dure (ne sera plus soumise). Donc elle refusera le choix (du mari) des parents. (Entretien 2021)

En effet, plusieurs auteurs ont montré que les facteurs culturels comme le mariage précoce et la place de la femme dans la société (Marcoux (1995) et Wakam (2003), Kamdem (2006), Bawa (2018), Dieng, (2017), Zoungrana et al. (1998)) sont les principaux obstacles à la scolarisation des filles.

D'autre part, 35,7% des répondants affirment qu'ils scolarisent leurs filles pour qu'elles réussissent dans leur vie. L'intérêt visé est la réussite sociale de la femme développée tant dans le message de la femme modèle (corpus 1). Cet intérêt avait beaucoup motivé les parents à scolariser leurs filles. Mais, faute de débouchée les parents étaient tombés dans une sorte de désillusion qui les avait découragés. Le président du COGES de Dan Bourundiya disait dans ce sens :

Le problème de la scolarisation des filles chez nous est lié à l'abandon, au redoublement et à l'exclusion. Les filles sont exclues de l'école dès leur première année du collège. Cela nous décourage. Depuis des décennies que notre école a été créée aucune fille n'a réussi. Les parents sont découragés. Raison pour laquelle même s'ils inscrivent toutes les filles à l'école, ils n'accordent pas une attention particulière à leur scolarité. Il n'y a pas de suivi des parents. (Entretien 2021)

En outre, la lecture du tableau montre que 13% des parents envoient leurs filles à l'école pour qu'elle trouve du travail afin de les aider dans l'avenir. L'école des filles est donc une entreprise où on investit et on attend le retour sur investissement. L'intérêt poursuivi est matériel et l'école est le chemin pour l'atteindre. Sauf que, la conjoncture économique du pays ne permet pas, le plus souvent, d'atteindre cet objectif.

En plus, 13% des parents visent le droit de la fille. Les messages des corpus 2 et 4 de cette recherche ont beaucoup mis l'accent sur le droit à l'éducation. L'Etat du Niger garantit l'éducation pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. (Constitution de la 7ème République du Niger).

Ensuite, on remarque que 1,1% envoient leur fille à l'école parce qu'ils ont vu les autres faire. Cela veut dire que ces gens ont entendu et compris les messages, cependant, ils les ont mis en application pas par conviction mais parce qu'ils ne veulent pas être à l'écart du groupe. Ils ont été influencés par les autres malgré eux. Cette motivation est fragile puisqu'au moindre obstacle ils peuvent changer d'avis.

Enfin, 1,1% affirment qu'ils appliquent les messages parce qu'ils n'ont pas le choix. Ces derniers également n'ont aucune conviction. On sent derrière leur décision une sorte de pression. Cette dernière peut venir de la famille ou des autorités locales ou municipales.

Conclusion

De 2010 à 2020, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées dans les localités les plus éloignées pour sensibiliser la population sur la scolarisation de la jeune fille. Des projets et des programmes ont été déployés également pour assurer aux filles l'accès à l'éducation.

A Zinder, comme dans les autres régions d'ailleurs, le milieu rural est le plus touché par cette discrimination entre fille et garçon. En particulier, les villages qui se trouvent à la périphérie de la ville de Zinder présentent une situation peu reluisante. En effet, ces villages dits « périurbains » sont à cheval entre la ville et la campagne. Ils ne bénéficient pas des avantages accordés particulièrement aux villages ruraux, et sont le plus souvent négligés des traitements qui concernent le milieu urbain, bien qu'ils soient officiellement rattachés à la ville. Cette situation géographique et administrative fait que la question de la scolarisation des filles est très préoccupante dans cette zone. Malgré les communications entreprises dans ce sens, cette population est encore hostile à l'école des filles.

C'est cette situation qui a motivé le choix du thème de la recherche : « *La communication participative dans les campagnes pour la scolarisation des filles dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger* ». L'étude est menée sur quatre campagnes de communication sur la scolarisation des filles. L'objectif est d'analyser la problématique de la communication participative sur la scolarisation de la jeune fille dans les villages périurbains de la ville de Zinder au Niger. Pour atteindre cet objectif, un échantillon de 285 répondants répartis dans 20 villages situés à la périphérie de la ville est constitué. Un questionnaire et quatre guides d'entretien ont permis de recueillir les différentes données auprès des personnes cibles.

En effet, le résultat de cette recherche souligne que les informations relatives à la scolarisation de la jeune fille ne sont pas suffisamment diffusées dans les zones périurbaines de la ville de Zinder. En fin, les messages conçus pour inciter à la scolarisation des jeunes filles ne sont pas du tout en phase avec les réalités du contexte des villages périurbains de la ville de Zinder.

Bibliographie

Banque, M. (2012). *Égalité des genres et développement*. Banque Mondiale.

Jakobson, R. (1963 et 1973). *Essais de linguistique générale (vol I et II)*. Minuit.

Maisonnette, D., St-Amand, Y. et Lamarche, J.-F. (2003). *Les relations publiques dans une société en mouvance (3e édition)*. Les Presses de l'Université du Québec.

Marcoux, R. (1998). *Entre l'école et la calebasse : Sous-scolarisation des filles et mise au travail à Bamako*. In M.F. Lange, *L'école et les filles en Afrique, Scolarisation sous condition*. Karthala.

Wakam, J. (2003). *Structure démographique des ménages et scolarisation des enfants au Cameroun*. Education, famille et dynamiques démographiques, sous la direction de M. Cosio, R. Marcoux et A. Quesnel. CICRED.

Bassémory, K. (2008). *Communication pour le développement de la scolarisation des filles dans le Nord de la Côte d'Ivoire*. [Thèse unique de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Félix Houphouët Boigny]. [These_636961291221209958.pdf](#).

Diallo, K. (2001). *L'influence des facteurs familiaux, scolaires et individuels sur l'abandon scolaire des filles en milieu rural, de la région de Ségou (Mali)*. [Thèse de doctorat, Université de Montréal]. [www.uqam.ca](#)

Banque, M. (1980). *Rapport sur le développement dans le monde : Pauvreté et développement humain*. Banque mondiale. [www.banquemondiale.org](#)

PASEC. (2014). *Performances du système éducatif nigérien : Compétences et facteurs de réussite au primaire*. PASEC, [www.confemen.org](#)

Unesco. (1996). *Technologies d'information et de communication pour le développement : point de vue de l'UNESCO*. [www.unesdoc.unesco.org](#)

Unicef. (2000). *Accelerating girls' education in Yemen: rethinking policies in teacher recruitment and school distribution*. [www.unicef.org](#)

Unicef. (2000). *Egalité développement et paix, Beijing + Women 2000*. [www.unicef.org](#)

Unicef-Niger. (2015). *Stratégie et plan de communication pour la promotion de l'adolescence et la lutte contre le mariage des enfants au Niger*, s. d. [www.unicef.org/niger](#)

Unicef-Niger. (2018). *Rapport annuel 2017*. [www.unicef.org/niger](#)

Becker, M. et Félonneau, M.-L. (2009). *Pourquoi être pro-environnemental ? Une approche socionormative des liens entre valeurs et « pro-environnementalisme*. *Pratiques psychologiques*, (17), 237-250.

Bawa, I.H. (2018). Représentation parentale de la scolarisation de la jeune fille, styles éducatifs parentaux et performances scolaires. *Cahiers d'Études sur la Représentation*, n° 3